

Lettre ouverte à Bernard Andrès

Marc Angenot

Volume 39, Number 1 (229), February 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/32531ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Angenot, M. (1997). Lettre ouverte à Bernard Andrès. *Liberté*, 39(1), 109–119.

MARC ANGENOT

LETTRE OUVERTE À BERNARD ANDRÈS

Mon cher Bernard,

Au fond tu m'écris cette lettre ouverte pour me dire que tu es d'accord avec moi sur l'essentiel et même sur le reste. Je paraphrase en regroupant tes dires :

1. La règle de la majorité, selon les autorités que tu évoques, de Montesquieu à Tocqueville, ne vaut que contrebalancée par la primauté du droit et fondée sur elle. La volonté majoritaire ne prévaut par exemple pas sur le respect nécessaire des minorités, lesquelles, partout, tendent à trouver leurs garanties contre les abus éventuels du suffrage universel dans les droits et par la précellence du judiciaire. Réduite à elle seule, elle devient cette « tyrannie des majorités », majorités souvent manipulées par des démagogues sans scrupules, dans laquelle les grands penseurs classiques ont vu la plus dangereuse caricature du principe démocratique. (Exemple *hic* et *nunc* interpolé par moi : la primauté du droit, fallacieuse et intolérable la semaine passée quand il était question de Guy Bertrand, est devenue soudain depuis avant-hier exactement, 23 septembre 1996, dans la bouche de Mgr Bouchard, une excellente chose, et évidente, qu'il invoque indigné comme toujours, en roulant comme toujours de gros yeux, contre Brian Tobin dans son conflit avec Terre-Neuve : une fois de

plus le monde de la presse, pratiquant la *connivence ethnique* comme je l'ai à mon avis pertinemment signalé et analysé, renonce à poser une question sur ces légères inconséquences, question qui pourrait passer pour un reniement du pacte tribal et met ainsi dans sa poche toute éthique professionnelle.)

2. La défense de la langue française, dis-tu, excellente dans son principe, devient pernicieuse lorsque, sous son couvert, on s'arrange pour ôter certains droits aux citoyens et notamment à la minorité de cette province : nous sommes encore d'accord. Quand ce déni du droit des autres, ajoutes-tu, se complique de ressentiment, de mesquineries et de procédés vindicatifs (sans du reste que l'effet recherché en soit de protéger efficacement le fait français), cela te répugne et te désole, affirmes-tu. À moi aussi.

3. Tu annonces publiquement avoir voté *non* au projet Parizeau-Bouchard qui te semblait aventuriste et partiellement illégitime : tes motifs rejoignent parfaitement certains des miens. Tu penses que le suffrage universel ne devrait trancher que sur « un projet précis » et avec une majorité qui « devr[ait] excéder » le 50 pour cent + une chérie des démagogues. Comme je suis d'accord avec toi et toi avec moi, cela fait plaisir !

4. Tu n'approuves pas, je le sais, les propos de Parizeau le soir du référendum, perdu par lui et ses affidés à 50 pour cent + une (ce qui devrait régler la question aux yeux des Parizeau et des Bouchard si le problème était *le moins du monde* d'être cohérent avec soi-même et honnête avec le suffrage universel) et ces propos hargneux sur « l'argent etc. » venant d'un individu qui venait de détourner 80 millions des fonds publics pour l'organisation, notoirement illégale, d'une consultation référendaire, truquée par sa question fallacieuse, destinée à diviser le Québec, consultation

qui n'a pu même se dérouler en territoires autochtones, ces propos dénotaient plus de sottise et de fanatisme encore que de xénophobie.

5. Tu es contre tout nationalisme qui serait « revanchard » et toute nation conçue dans l'idéologie nationale comme « ethnique ». Tu le dis fermement. Et moi donc ! Je viens même d'écrire un livre là-dessus.

Tu as donc voté *non*, – tu souhaitais, j'en conclus, la défaite de cette entreprise, aboutissement de trente années de propagande nationaliste, aussi dangereuse qu'elle était incivique. Or comme, si on prend M. L. Bouchard à la lettre (mais sans doute devient-il un peu ridicule de le faire), on est parti pour recommencer la même opération dans la même illégalité dans quelques mois (en ayant eu soin dans l'entretemps et par surcroît : 1) d'ôter le droit de vote aux plus récents Néo-Canadiens ; mais 2) en ayant accordé celui-ci, à l'admiration probable du monde civilisé sidéré, aux adolescents de 16 ans pourvu qu'ils soient de souche – motion votée par les « militants » du PQ en date du 17 courant), tu te prépares comme moi, j'en suis sûr, à te mobiliser contre ce détournement cynique de la démocratie intégré à une stratégie « suicidaire » – l'adjectif est de René-Daniel Dubois, un autre de mes amis.

Tu veux, ajoutes-tu cependant, et tu développes ce point, que les immigrants s'intègrent dans cette province en français, que le français prévale dans l'enseignement, comme langue de travail, dans l'affichage (tu as beaucoup manqué cet été sur ce dernier point, le « débat », comme on dit sans rire, a été sublime, comme à l'accoutumée ; je te conserve une vieille collection du *Devoir*)¹, diverses autres choses de ce genre, choses tout

1. Avec son titre sur les quatre colonnes à la une en gras de soixante points : « L'affichage unilingue anglais réapparaît à Montréal », et son sous-titre : « 65 % des affiches de trois centres commerciaux sont en

à fait concrètes. De tout ceci on pourrait discuter à loisir, mais comme tous ces desiderata sont *sans le moindre* rapport avec le projet dont nous discutons, à savoir le projet que j'ai mis en cause – projet auquel tous les intellectuels nationalistes ont prêté la main et sur lequel ils se sont entendus pour en dissimuler au bon peuple les failles et les sophismes – ce projet de procéder au mépris du droit et dans le déni de toute conséquence négative, à une déclaration unilatérale d'indépendance après une consultation truquée, je ne vois pas, pour ne pas compliquer le débat ni le détourner de sa logique (pour ne pas – très exactement – noyer le poisson) qu'il faille en discuter ici. Je suis à ta disposition pour parler de la langue française et de la culture québécoise, mais pas dans le contexte présent, c'est simplement hors du propos².

Cependant, ô surprise vraiment surprenante, te voilà consterné, m'avoues-tu, « déçu » même, et tu me le fais hautement savoir, parce que j'ai écrit exactement et nettement ces sortes de choses dans deux articles du

anglais seulement» (8 août 1996). Il y a eu un rectificatif le lendemain, en page A 10 dans un coin. C'était 65 %... des quelque 150 cas délictueux relevés par la C.L.F., sur quelque cent mille affiches. *Le Devoir* avait mal compris. On dit encore parfois que l'Organe Officiel du PQisme est un quotidien d'information ! Il y a des intellectuels de l'UQAM qui croient cela. Non, non, je t'assure, rigole pas !

2. Si j'avais à discuter de la langue et de l'enseignement, je commencerais par cette donnée affligeante qui figure depuis plusieurs années dans *L'État du monde* (Boréal et Éd. de la Découverte) et qui est que le Québec a le record du monde développé des analphabètes adultes, pas loin de 30 pour cent. Ceci en dépit d'un des plus gros budgets d'enseignement. Cette contre-performance aurait-elle à voir avec la mentalité ethno-nationale ? Oh non, bien sûr que non, certainement pas... Elle a en tout cas à voir avec la confuse question référendaire de 150 mots choisis pour tromper le monde ; effort dont

Devoir. Je les ai écrites parce que je n'entends dire en effet en privé que ces choses-là, depuis deux ans que nous bénéficions pour notre malheur de l'Autre Façon de Gouverner, je l'entends de la part de «de-souche» ou de «néo», mais personne ou presque n'ose l'écrire.

Personne ne l'ose parce qu'il règne, qu'il s'est établi, parce que *vous* avez laissé s'établir dans le discours public de ce pays une atmosphère d'intimidation et de censure qui est inextricablement mêlée à une production continue et savamment entretenue de contre-vérités, de mythes et de bourdes. Des journalistes font leur carrière entière là-dessus. Vous les lisez constamment, vous les reconnaissez au passage, ces mythes avec leur mauvais pathos, «Nuit des longs couteaux...», «le Canada est une prison...», mais ça ne vous gêne plus, ce sont des mensonges utiles, pensent les jésuites du nationalisme, puisqu'ils renforcent les rancœurs des «nôtres». Moi ça me dérange. Cette atmosphère devrait vous paraître méphitique, – vous, je veux dire, vous les intellectuels, en tant que voués en quelque sorte par fonction à la critique et au doute méthodique.

Et tu te joins ainsi, en me dénonçant solennellement tout en étant d'accord en sous-main avec moi sur l'essentiel, à la meute des diffamateurs à la solde du péquisme qui m'a accablé de lettres exorcistiques, publiques et privées, tout cet été. Ta déception n'a d'égale que la mienne.

Tu évoques la Déclaration d'indépendance américaine de 1776. Ainsi c'est donc vrai, un intellectuel réfléchi est capable sans rougir de faire ce parallèle démagogique entre une colonie d'autrefois, révoltée contre des taxes abusives imposées par Londres «sans représentation» et un État démocratique à la fin du XX^e siècle établi dans une confédération respectueuse jusqu'à la faiblesse de la démocratie. Ce victimisme

colonial relève de la rhétorique de la Société Saint-Jean-Baptiste et n'a pas de place dans la discussion. Tu me dis (c'est ce fragment de mon propos qui a donné à nos amis nationalistes un coup de sang) que Me Guy Bertrand ne t'inspire pas confiance. Soit ! Je ne puis pas faire qu'il t'en inspire et ce n'est pas tout à fait l'essentiel : la méfiance pas plus que la confiance ne sont des arguments. Lui qui a été l'avocat des expropriés de Mirabel, celui des Gens de l'air etc., il en inspirait beaucoup, de confiance, à M. J. Parizeau, il y a trois ans à peine, puisque celui-ci lui a proposé le ministère de la Justice (affirmation à la télé de G. B. et non réfutée par le susnommé), mais nous venons de dire que Parizeau manque totalement de jugement – comme en manquent en bloc tous ceux qui l'ont suivi dans son équipée – laissons donc ce point.

Depuis cette alléchante proposition, alors refusée, et depuis ses protestations mal reçues des nationalistes contre la loi 178 et son approbation surprenante de la loi 86 (sa dissidence ne date pas d'hier, vous voyez), depuis son recours victorieux contre les sieurs Parizeau et Bégin et depuis que les intimés ont été condamnés avec dépens (octobre 1995) par le juge Lesage de la Cour supérieure, Bertrand est devenu, par un soudain et vraiment inexplicable avatar, un exalté, un fou à lier, un bouffon, un vendu « à l'argent et au vote ethnique », ceci grâce à la propagande si noble et si désintéressée des Dubuc, des Chapleau, des Vastel et autres perroquets diffamateurs.

C'est de bonne guerre, penses-tu, et connaissant moi aussi mon Québec, ses hargnes inculquées et son conformisme recuit, je ne m'en surprends pas³. Mais les

pouvaient se dispenser les démocrates qui nous gouvernent à l'égard de ce suffrage universel réunissant près du tiers d'illettrés totaux.

intellectuels justement, tout de même, n'ont-ils pas mieux à faire que de répéter les préjugés concoctés par la presse ?

Les intellectuels ethniques qui se détournent du renégat Bertrand sans le connaître conservent le droit nauséeux de s'aligner, sans jamais broncher, sans jamais une réserve exprimée, sans un malaise ni un mouvement de dégoût, sur les calembredaines quotidiennes ou hebdomadaires des Legault, des Latouche, des Bantey, des Falardeau et autres professionnels de l'ethnisme et du ressentiment. Vous ne les approuvez pas ? Mais ils bavardent en votre nom. C'est en quoi j'ai dit et je le répète comme une évidence : voici une classe intellectuelle qui a peur de son ombre, qui a peur de penser – cela paraît du reste – qui laisse donc des crétins et des fanatiques parler en son nom, dévider de basses niaiseries et des sophismes sidérants (qui varient à mesure cependant des retournements tactiques exigés par le *bunker* nationaliste). Peur de penser, parce que dans tous les totalitarismes *soft* – comme l'expression duboisienne est bien trouvée ! – *penser c'est trahir les « siens »*.

Voyez Bertrand, le malheureux s'est mis un jour à réfléchir (malheur qui n'arrivera jamais à Josée Legault et à Latouche), le voici, renégat de sa race, qui s'adresse fédéralistement à des électeurs ethniques : on en apprend beaucoup d'un si affreux exemple, d'une si rapide déchéance !

Tu me cites les Montesquieu et les Rousseau, les Locke et les Tocqueville, mais ce serait certains contes orientaux de Voltaire avec les rescrits du Grand Sultan

longtemps et, pendant un an, il a mené sa campagne strictement tout seul. Les Castors Bricoleurs d'Ottawa ne sont venus à la rescousse de leur propre constitution que lorsqu'il devenait extrêmement indécent d'attendre encore pour ne pas asticoter ni peiner les séparatistes.

sur les « dangers de la pensée » qui s'évoqueraient bien ici. Nous sommes en plein orientalisme et en plein obscurantisme ! La Grande Noirceur tient le coup et l'Agneau saint Jean-Baptiste est toujours debout⁴.

Ils ont, disais-je, ces intellectuels dont tu protèges l'image déchirée par mes iconoclastes mains, en leur écrasante majorité, vendu leur fonction critique, utile à la société, pour le plat de lentilles à la graisse de bines de la connivence nationaliste.

Il faut bien cependant, mon cher ami, que la majorité des Québécois, cette majorité qui a dit NON à ces menteries, et à ces niaiseries (y compris 42 pour cent des « de souche » [chiffres de Léger & Léger une semaine après le référendum]) et dont le vote, démocratique, est tenu pour nul et non avenu par un gouvernement illégitime, se reconnaissent en quelqu'un – et ce pourrait être Guy Bertrand. Le mouvement Citoyens de la Nation dont je suis un membre fondateur est, de ce point de vue, un reflet social typique de cette population québécoise, avec du reste sa majorité de langue française et de souche. Les journaux ne le disent pas. Surprise ?

Et pourquoi tant de colère contre Bertrand ? Il n'y a pas grand mystère : son action ne menace aucunement cette chose indécise, changeante et malléable appelée les « revendications traditionnelles⁵ du Québec », elle ne menace aucunement le prochain référendum ni le quatrième, car tout le monde sait qu'avec ou sans Bertrand, *il n'aura pas lieu*, pas dans les conditions du précédent, et seuls les idiots en discutent encore – non : ce qu'elle risque de faire, cette action judiciaire, c'est de mettre les

4. Comme on ne chante pas dans *Faust*...

5. Devenues par un récent avatar de la phraséologie des Revendications Historiques.

intellectuels, comme les journalistes du reste, le nez dans leur bassesse et leur fanatisme: Bertrand veut démontrer que le projet qu'ils ont soutenu de toute leur confortable jobardise, de procéder, au mépris du droit, à une déclaration unilatérale d'indépendance après une consultation truquée et sur une majorité de rencontre, que ce projet était et est illégal, anticivique, antidémocratique, illégitime. S'il a raison, les intellectuels nationalistes sont des lâches et des antidémocrates: or, ils le sont aussi bien, mais ils n'entendent pas avoir à se le faire dire. Et toi, qui as bon cœur pour tes amis, tu ne souhaites pas non plus que cela se crie sur les toits.

Je me suis exprimé dans les journaux ou plutôt, délibérément, dans l'Organe du C.C. du Parti nationaliste, qui s'est empressé de me faire couper de 30 pour cent un texte déjà court. Je n'aime pas dilapider ma prose dans les feuilles à très petit tirage, que ce soit le *Suburban* ou *Le Devoir*, mais enfin, je n'ai pas trouvé mieux... Tu trouves que je n'y ai pas mis assez de nuances, dans mon sixième de page, ni ajouté de notes en bas de pages, ce qui aurait fait plus sérieux pour un Prix de l'ACFAS; je ne puis croire que tu ne fasses pas la différence des genres.

Tu ne me dis pas que j'ai vraiment tort, tout au contraire, tu es – je le constate avec un plaisir réel – d'accord sur l'essentiel *quant au fond*, mais tu n'es pas d'accord du tout sur la forme: tu es un esprit délicat. Toute vérité n'est pas bonne à dire, on connaît cela. Tu appelles cela «de l'huile sur le feu». Ttttt! La provoc' est-elle le «moyen de sonner l'alarme»? demandes-tu. Bonne question! Mais, mon cher, comme l'eût dit Cottard à Mme Verdurin, «Poser la question, c'est la résoudre»! Oui, dans une situation d'autocensure et de conformisme généralisés, il faut très rationnellement jeter des pavés dans la mare.

Comme nous sommes d'accord sur presque tout et que pourtant tu me blâmes, je soupçonne que quelque chose ne tourne pas rond et que ce sont tes collègues et amis qui à ton retour de vacances, comme tu le précises, t'ont mis en demeure de te prononcer sur mes déclarations scandaleuses. Tu n'es pas le premier. Nous avons même enregistré une démission aussi sec du Centre interuniversitaire d'analyse du discours. (Tu notes, j'en suis sûr, le raisonnement sous-jacent à la «logique» de cette démission, je renonce à en faire l'exégèse, mais ce petit événement a beaucoup fait pour confirmer mon fâcheux diagnostic. Fin août, ensuite, Pierre Falardeau, enfin mis au parfum par tes collègues uqamiens, dénonçait expressément le CIADEST dans *Le Devoir*, toujours lui, et toujours Falardeau, le *stand-up comic* du monde occidental, qui a cru que mes propos sur les intellectuels pouvaient s'adresser à *lui*, innocente erreur – parallèle à l'erreur qui lui fait confondre le nationalisme de ressentiment et la gauche.) Enfin, tu voyais peiné tes collègues intellectuels, et cela t'a poussé à réagir.

Je ne vois qu'une chose dans ton texte en somme, synthétiquement, qui est que je n'ai pas vraiment tort, sauf à dire les choses un peu excessivement, mais, chut! Voyons! que j'ai eu tort en tout cas de m'exprimer si haut, de façon si déplaisante, que cela te déçoit, ma parole! qu'il y a des choses qu'il ne faut pas dire quand on ne veut pas perdre ses amis, et j'en ai perdu pas mal à ce jeu⁶, que de tels propos font beaucoup de peine

6. Je tiens à mes amis. Je ne tiens pas à les perdre. Mes motivations dans tout ceci sont autres. Quelles? Je suppose que chez les *hardliners* du Pécu (comme dit la *Gazette*) l'explication, alors que je pourrais me taire et rester tranquille à dépenser mon prix de l'ACFAS en attendant un des prix du Québec, est toute trouvée: encore un coup de l'argent et du vote ethnique. Merci, M. Parizeau!

aux nationalistes, qu'ils « ne le prennent pas », qu'il n'est pas drôle quand on se sait *traître* au devoir d'État de l'intellectuel de se le faire dire avec si peu de circonlocutions. Bon !

Je reçois *Le Devoir* de ce matin, 25/9 : « L'incertitude politique freine la relance de Montréal », et de une ; « Réduction du temps de travail – Vers un nouvel affrontement patronal-syndical », de deux. Page 2 : « Secteur de la santé : il faudra peut-être modifier l'entente, convient Rochon » et sous-titre : « Les salaires ne sont pas expressément menacés mais... » Ce pays va à vau-l'eau, qui le nie ? mais pendant ce temps, tournant le dos au présent et à ses coexistences difficiles à gérer, vous êtes en train de venger les Plaines d'Abraham, ce qui vous détourne de regarder une bonne fois ce chômage de 40 pour cent supérieur à celui de l'Ontario (province pourtant qui absorbe d'un an à l'autre le *triple* d'immigrants et de votards ethniques), de regarder ces illettrés adultes, près de 30 pour cent (et pas dans les immigrants) – ce qui est le record du G-7, mais il serait toujours temps d'en sortir et la « souveraineté » le ferait automatiquement et vous épargnerait enfin les statistiques comparatives – et ce qui vous permet de continuer votre blabla sur la social-national-démocratie dont M. Bouchard serait le ferme rempart.

Je sais qu'on n'en sortira pas de sitôt parce que l'imposture nationaliste est de bon rapport, mais je continuerai à dire ce que j'ai à dire.

À toi toujours amicalement,

Marc